

Le

pari   
turc

Écrit par Béatrix Grégoire, rédaction de Newzy, le 26-11-2008

La grosse tête

Aujourd'hui, l'UE est le premier partenaire commercial (plus de 50 % des échanges). La France est l'investisseur numéro 2. Tout le CAC 40 est déjà là avec Renault en pionnière. Les PME arrivent vraiment depuis deux ou trois ans. Frédéric Farré a monté une société de conseil qui leur est destinée, Turnkey.

À Levent 4, récent quartier d'affaires, les énormes lettres de Groupama dégringolant sur une grande tour plantée au bord de l'autoroute sont inratables. Le DG, Jean René de Charette, rappelle avec gourmandise la belle aventure turque de l'assureur. « *La population est jeune, le pays nous a semblé attractif. Nous avons racheté quatre sociétés. Il y a un énorme marché à prendre. La prime d'assurance par habitant est de 89 \$ seulement alors que la moyenne européenne est de 1 600 \$. Aujourd'hui, nous sommes en deuxième position sur l'assurance vie et en 5e sur la non vie. Notre croissance sera de plus de 50 % en 2008.* »

À force de regarder les courbes de croissance, les Turcs ont pris, dit-on, la grosse tête. Selon Cengiz Aktar, ils ont « *le complexe impérial, une énorme confiance en eux qui ne tient pas la route. La crise leur permettra de redescendre sur terre, de repartir sur des bases saines.* » Parce que la Turquie n'est pas - encore - un pays développé. David Atkinson, chez Euler Hermes, la classe même dans les marchés très risqués pour le court terme. Environ 88 milliards de dollars sont investis dans des portefeuilles. Des devises qui peuvent sortir très vite, en temps de crise. « *Une attaque contre la livre reste possible mais les Turcs ont confiance dans leur devise et, malgré la crise, ne convertissent pas leurs capitaux en dollars* », soutient Asaf Savas Akat, prof d'économie à l'université de Bilgi.

Ce qui fait la fragilité de la Turquie aujourd'hui est sans doute ailleurs. Dans sa dépense énergétique, son inégalité profonde entre villes et campagnes, le déséquilibre de sa balance commerciale. Dans son taux d'inflation entre 9 et 11 %, de chômage qui frôle les 10 %. Dans les revenus de la contrefaçon. Dans la concurrence de l'Asie du Sud-Est sur le textile. La Turquie n'est pas non plus un pays « *low-cost* ». « *Les cadres dans la banque touchent des salaires plus élevés qu'en France* », souligne Axel Baroux, chef de la mission économique française à Istanbul. « *Le coût du travail est au-dessus de la moyenne de l'Union européenne. Les charges sociales sont élevées. À cause de l'économie informelle, qui échappe au fisc, les impôts pèsent lourdement sur les revenus et les bénéficiaires* », note Seyfattin Gürsel, prof d'économie à l'université de Bahçesehir.

La Turquie pêche aussi par son système scolaire. L'État ne consacre que 4 % de son PIB à l'éducation. « *L'école primaire est de qualité mais pas le secondaire. Les établissements privés coûtent très cher : de 20 000 à 25 000 \$ par an pour un lycée* », constate Esref Hamamcioglu.

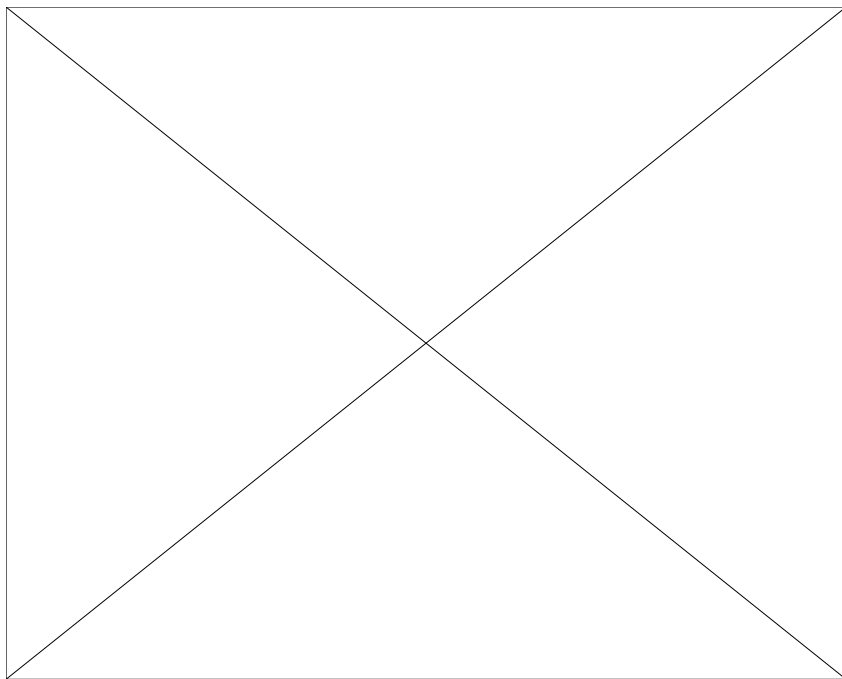
Le

pari   
turc

Écrit par Béatrix Grégoire, rédaction de Newzy, le 26-11-2008



**Comment la Turquie fait-elle face à la crise ? Quels sont ses atouts pour intégrer l'UE ?
Zafer Caglayan, ministre turc de l'Industrie répond.**



[Comment la Turquie fait face à la crise économique](#)

envoyé par [newzy-fr](#)

C'est peut-être parce qu'elle est la plus petite ou la plus jolie... En tout cas, on ne voit qu'elle. Avec sa pierre claire, son toit en rondeurs, la mosquée s'impose en évidence face à l'univers vertical de verre et de béton. Mais elle a beau dresser ses minarets avec fierté, ses anciennes prétentions de hauteur sont aujourd'hui surpassées par les 25, 30 étages de la skyline. À Levent

1, un des premiers quartiers d'affaires modernes d'Istanbul, le XXIe siècle fait apparemment la loi.

Pourtant si la Turquie affirme de plus en plus son occidentalisme, elle rythme toujours son quotidien de son drapeau rouge au croissant étoilé. Atatürk lui avait dit que son avenir était en Europe et elle a toujours obéi à Mustafa Kémal dont le portrait surplombe la vie de tous les Turcs. Combinant deux rives, l'anatolienne et l'européenne, la laïcité et l'Islam, la nation tente de gérer ses multiples paradoxes. La Turquie est aujourd'hui l'un des pays émergents les plus reconnus de la planète économie. La transformation a été plus rapide que celle d'un pays de l'Est. Taux de croissance soutenue à 7 %, puis à 4 %, signe de stabilité.

Le

pari   

turc

Écrit par Béatrix Grégoire, rédaction de Newzy, le 26-11-2008

Grenier bio de l'Europe

Parallèlement à l'élite laïque du business, s'est élevée une récente bourgeoisie d'affaires. Conservatrice, elle voile ses femmes, s'arrête scrupuleusement de travailler le vendredi à l'heure de la prière et, pragmatique, traite volontiers avec des sociétés occidentales pour s'enrichir. Les businessmen turcs ont déjà conquis des marchés extérieurs. Sur les terres turcophones, Turkménistan ou Azerbaïdjan. « Avec 500 millions d'euros d'investissements, nos activités sont plus importantes au Kazakhstan qu'ici », explique Ugur Erkay, directeur à l'international de la multinationale Okan.

Selon Esref Hamamcioglu, président de la chambre de commerce franco-turque et patron de Sodexo, « les Turcs sont très entrepreneurs, ce sont des guerriers. Ils sont d'excellents négociateurs. Aujourd'hui, ils remportent des appels d'offres dans les pays du Caucase et aussi en Russie, notamment dans le BTP. »

Cengiz Aktar, professeur de droit à l'université de Bahçesehir, croit à l'avenir de l'agriculture. « Nous avons des hectares et des hectares de terre qui n'ont jamais connu d'engrais artificiel. Nous pourrions devenir le grenier bio de l'Europe. »



Le

pari   

turc

Écrit par Béatrix Grégoire, rédaction de Newzy, le 26-11-2008

Ahmet Insel : « *Nous ne sommes pas dans une économie refuge.* »



Ahmet Insel est professeur d'économie à la fois à l'université francophone de Galatasaray et à Paris I.

Comment la Turquie peut-elle résister à la récession mondiale ?

Ahmet Insel : Le pays a déjà vécu une crise financière très grave en 2001. Le gouvernement a réglementé et assaini les banques qui ont aujourd'hui des structures très solides. La Turquie bénéficie aussi du facteur du pauvre. Notre système financier ne peut jouer avec les hedge funds.

Quelles sont ses faiblesses ?

A. I. : Une économie ouverte, plus fragile en temps de récession, avec une contraction de la demande extérieure. Une balance commerciale déséquilibrée où les exportations ne couvrent que 60 % des importations.

Un taux d'épargne intérieur assez bas et qui ne va pas s'améliorer avec la chute de la consommation. De plus, les entreprises turques enregistrent une dette de 140 milliards de \$. Nous ne sommes pas dans une économie refuge.

Quelles mesures prendre ?

A. I. : Le gouvernement n'a ni la culture, ni la pratique, ni les moyens pour instaurer des politiques contre-cycliques en facilitant la relance, en soutenant la demande, en subventionnant la consommation, en donnant des crédits aux entreprises.

Il a juste accordé une immunité aux Turcs qui rapatrieraient leurs capitaux placés à l'étranger. Sauf dans le cas de blanchiment d'argent.

L'économie informelle absorbera-t-elle le chômage qui s'annonce ?

A. I. : Il y aura aussi du chômage dans ce secteur. Or, on considère que l'économie informelle représente 50 % de l'emploi.

Les impôts augmenteront-ils ?

A. I. : Selon l'OCDE, généralement, la répartition du revenu national avant impôts, cotisations et prestations sociales est plus inégalitaire qu'après. En Turquie, c'est le contraire.

Le système fiscal et de sécurité sociale est anti-redistributif. Le gouvernement ne parvient pas à taxer le patrimoine, le revenu des rentes, alors il surtaxe déjà les salaires.

Y aura-t-il des conséquences politiques ?

A. I. : La crise va remettre le débat politique sur un terrain plus normal. On va juger le gouvernement sur sa capacité à gérer et non sur la religion. Mais si on cherche des boucs émissaires, le problème kurde pourrait s'aggraver. En revanche il y a peu de risques de conflits sociaux, ici on peut embaucher et licencier comme on l'entend.

La crise va-t-elle rapprocher la Turquie de l'Union européenne ?

A. I. : Si la zone euro parvient à démontrer qu'elle fonctionne mieux que le système américain ou britannique, elle renforcera son pouvoir d'attraction, les Turcs vont redevenir pro-européens.

[Techno](#)

[Design Academy](#)

Pro

[Marketing-Pub](#)

[Management-RH](#)

[Incentive](#)

[Formation](#)

[Grandes écoles](#)

[Développement durable](#)

[International](#)

[Entreprises](#)

[Manuel de survie au bureau](#)

Perso

[Manuel de survie](#)

[Placements](#)

[Sports](#)

[Un week-end à...](#)

[Tourisme](#)

[Gastronomie](#)

[Vins](#)

[Moteurs](#)

[Mode](#)

[Loisirs](#)

Pratique

[Blogs et sites favoris](#)

[Contacts](#)

[Publicité](#)

[Abonnements](#)

[Mots-clés](#)

[RSS](#)

[Plan](#)

[Plus sur le web](#)

RSS	0.91
RSS	1.0
RSS	2.0
ATOM	0.3



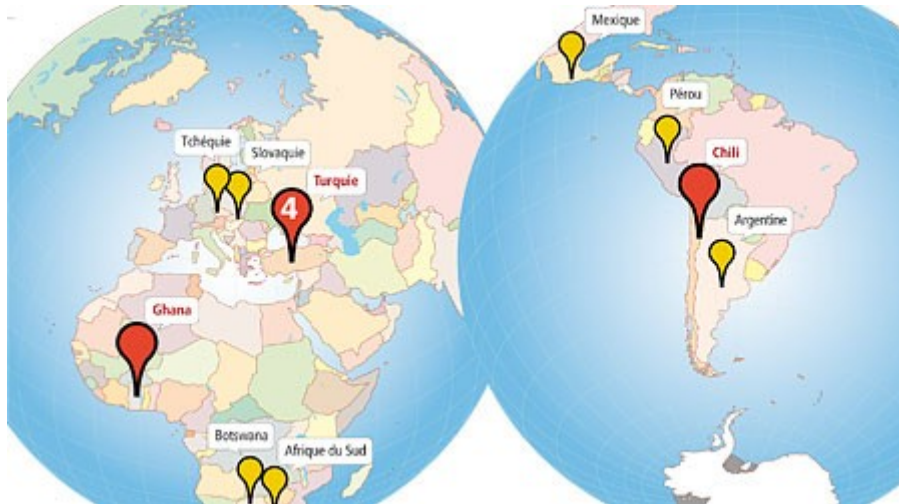




Ghana, Chili, Viêt-Nam, Turquie : les Bric juniors



Écrit par Béatrix Grégoire, rédaction de Newzy, le 17-11-2008



Après le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, d'autres nations émergentes pourraient devenir les marchés de l'avenir. Analystes financiers et chercheurs les décortiquent au quotidien pour repérer les petits Bric.

Il existe un pays où la Bourse affiche un + 63 % annuel à damner plusieurs salles de marché en ces temps de trader blues. Il existe aussi un pays où les prévisions de croissance refusent la dépression et continuent de tableer sur un + 6, voire + 7 %. Les deux se classent parmi les « émergents » : le Ghana dans le premier cas, le Viêt-Nam dans le second. Ils font partie de ces marchés pépites que les chercheurs de ROI tentent de repérer en scrutant cartes, planisphères, statistiques et indices. Les BRIC sont déjà largement envahis par les boîtes de tous continents, au point de se retrouver dans le même marigot dépressionnaire que les pays industrialisés.

Aujourd'hui on guette les BRIC juniors, plus petits que leurs prédécesseurs mais avec des opportunités neuves. Les sociétés de placements ont fait des émergents leur fonds de commerce, établissant des classements, évaluant les risques. On consulte les indices, en particulier le MSCI de Morgan Stanley. Et tout le monde jette au moins un oeil sur le « Doing Business » de la SFI, organisme financier de la Banque Mondiale.

Parallèlement, les chercheurs établissent aussi leurs critères pour décider des marchés prometteurs, des bons élèves, ceux qui ont obéi scrupuleusement aux recommandations de la communauté internationale, aux pays riches, qui n'ont pas pourtant le dogme de l'infaillibilité.

<http://www.newzy.fr/international/le-pari-turc-6.html>